



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



SNCF
secteur
Lille
et environs

le 29 juin 2020

SALAIRES ET EMPLOIS : SEULE COMPTERA NOTRE PROPRE FORCE COLLECTIVE !

Ségur accouche d'une souris : le ministre propose six milliards d'euros pour les salaires de tous les travailleurs de la santé – hors médecins – à se partager entre public et privé, hôpital et Ehpad. Loin des 32 milliards demandés par la CGT-Santé, loin de ce qu'il faudrait pour augmenter de 300 € net mensuels tous les salaires, comme le revendiquent les hospitaliers qui se mobilisent depuis plus d'un an. Pas étonnant qu'avec des annonces pareilles, on ait eu du mal à compter les bulletins la République en marche dans les urnes dimanche soir...

Les milliards pleuvent pour le Cac40, le chômage flambe

Et puis, six milliards ce n'est pas grand-chose à côté des milliards allongés pour les patrons des différents secteurs : un milliard pour ceux qui embauchent des apprentis, un milliard pour les start-uppers, huit milliards pour l'automobile, quinze milliards pour l'aéronautique... Sans compter le BTP et tous ceux qui profitent du chômage partiel.

Mi-juin, c'étaient 200 millions pour les laboratoires sur la piste du vaccin, y compris pour Sanofi qui a distribué quatre milliards de dividendes cette année et qui a annoncé, il y a quelques jours, un plan de suppression de 1700 postes dans le monde, dont 1000 en France et plusieurs centaines en Allemagne.

Avec Sanofi, la liste des boîtes qui suppriment des postes s'allonge : Renault, Air France, Bayer, Daher, Nokia, etc. Tout comme la liste des entreprises en faillite, qui vont laisser les salariés sur le carreau ou entre les mains d'un repreneur qui fera le sale boulot : la Halle, André et une myriade de petites boîtes.

L'argent public qui pleut par milliards, y compris pour les groupes qui font d'énormes profits, n'a pas vocation d'empêcher la catastrophe : il la subventionne, à condition, paraît-il, qu'il n'y ait pas de licenciements « secs ». Une condition qui n'engage à rien, car les patrons disposent de bien d'autres outils pour sabrer dans les effectifs – non-renouvellement des CDD ou des missions d'intérim ou bien rupture conventionnelle collective et autre plans de départs volontaires forcés.

D'autres font signer des accords de performance collective (APC), par exemple dans l'aéronautique – Dérichbourg – ou encore à l'Équipe. Sous prétexte de « défense de l'emploi », c'est imposer des diminutions de salaire et des augmentations du temps de travail. Bref, le chantage à l'emploi... sans qu'on puisse être sûr qu'à la fin, il n'y

ait pas de suppressions de postes ! On se souvient des travailleurs de Continental à Clairoux, où les syndicats avaient signé un accord de ce genre en 2007, avant de voir leur site fermer.

Quelle riposte ?

Face à tout ça, des résistances ont lieu en divers endroits. À Renault, les salariés de Choisy se sont remis en grève ce lundi contre les plans de leur direction. Des débrayages ont également lieu à Flins. Jeudi dernier, les salariés de Luxfer à Gerzat (Puy-de-Dôme) dont l'usine de bonbonnes à oxygène a fermé il y a un an, se sont réunis pour réclamer la nationalisation du site.

Si les nationalisations peuvent apparaître comme des issues pour éviter provisoirement des fermetures, elles ne sont que rarement des boucliers contre les restructurations et les licenciements. Plus souvent, elles les accompagnent et une fois l'entreprise rentable de nouveau, elle est revendue au privé. Quant aux politiciens qui prônent la « souveraineté » et les relocalisations, jamais avarés d'une saillie contre les « Anglais » qui possèdent Luxfer, on ne les entend pas dire que les licenciements avaient commencé dès l'époque du très français Pechiney.

L'offensive patronale est déterminée. Notre riposte doit l'être tout autant ! En ne comptant que sur nos luttes collectives pour imposer la réduction du temps de travail sans perte de salaire, seul moyen de mettre fin au chômage et de vivre mieux.

« Mascarade »

Pour rappeler aux agents de respecter les gestes barrières dans les locaux de l'ECT, la direction aura abusé de marquages inutiles et d'affiches infantilisantes appelant à la responsabilité de chacun pour éviter la propagation du covid. Mais les chefs se gardent bien d'appliquer à la lettre ces consignes, ne serait-ce que pour le port du masque dans les locaux. Malgré les belles déclarations d'intention, on ne vit pas dans le même monde...

Pas de division pour les notations

Les notations 2020 sont une nouvelle occasion pour la SNCF de mettre en œuvre sa politique de management agressif, visant à mettre en concurrence les cheminots entre eux. La protection des données individuelles aura été le prétexte à empêcher la diffusion des listings, ce qui rend l'exercice des notations plus opaque que jamais. Ce qui n'empêche pas, soit dit en passant, l'entreprise de cliquer ses agents ou de publier les listings nominatifs pour les périodes de vacances... Quant aux évolutions de carrière à l'ancienneté, n'importe quel prétexte sert désormais aux chefs pour les bloquer au profit de l'évolution au « mérite ». Cette grave attaque du droit des cheminots à voir leur grade, et donc leurs salaires, évoluer à l'ancienneté, nous devons la contester tous ensemble, en ne tombant pas dans le piège de la division que nous tend la direction.

Poly-exploitation

Malgré un service réduit avec le déconfinement, de nombreux collègues ASCT ont remarqué une inégalité dans la répartition de la charge de travail. Pendant que les uns enchaînent 4 tours en extrême matinée, d'autres sont mis en réserve pour finalement être appelées sur des opérations de filtrage. Sans compter les commandes sans aucun RHR depuis plusieurs semaines. Tout cela ne tient pas du hasard. La direction sait consciemment ce qu'elle fait ; en expérimentant aujourd'hui les filtrages en gare par les ASCT (et peut-être demain la vente ambulante de billets en gare avec Cosmo ou Mobileo) alors qu'elle a décimé les postes de vendeurs et d'agents d'escale, elle met en œuvre sa fameuse « polyvalence » pour supprimer toujours plus de postes et alourdir toujours plus la charge de travail des agents restants, afin de faire des gains de productivité. Tout cela dans un contexte de chantage à l'emploi généralisé. Ce n'est pas en accepter toujours plus qui sauvera nos emplois, mais notre capacité à nous organiser collectivement pour nous faire respecter de la direction.

Algérie : le Hirak toujours là !

Avec le confinement pour cause de virus décrété mi-mars, le pouvoir algérien croyait avoir trouvé l'occasion de tuer définitivement le mouvement Hirak en déclarant illégales ses manifestations. Un nouveau code pénal s'en prend aussi à la liberté d'expression en bâillonnant blogueurs et journalistes contestataires. Mais la crise économique s'aggrave et la colère contre le régime ne peut que se renforcer. De nouvelles manifestations ont éclaté les 12 et 19 juin à Béjaïa en Kabylie, violemment réprimées par la police. Le

renforcement de la répression n'empêche pas le réveil du mouvement contestataire qui dure depuis 16 mois.

La condition ouvrière au prisme de la pandémie

Selon une étude du collectif Des chiffres et des luttes, les travailleurs qui étaient en « première ligne » durant le confinement ont bien été les « premiers de corvée ». Alors que 61 % des travailleurs obligés d'aller sur site étaient des ouvriers, seulement 16 % étaient des cadres.

Parmi ces sacrifiés sur l'autel de la bonne marche de la machine économique, ceux qui travaillent dans les TPE/PME et ceux qui ont des contrats courts ont été encore plus exposés, sans que leurs employeurs fassent le nécessaire. Avec pour résultat la multiplication de clusters.

Comme chaque fois, la bourgeoisie en a appelé à la guerre ; comme chaque fois, seuls ceux qui font tourner la société se sont retrouvés sur le front.

Partie de poker menteur entre Ankara et Paris : le peuple libyen perdant

Le 10 juin, au large des côtes libyennes, une frégate turque a menacé d'ouvrir le feu sur une frégate française. Celle-ci voulait contrôler un cargo qu'elle soupçonnait de transporter des armes vers la Libye.

Depuis, la France et la Turquie s'échangent menaces et noms d'oiseaux. Macron prend des postures de défenseur de la paix en accusant Ankara de ne pas respecter l'embargo sur les armes en Libye mis en place par l'ONU depuis 2011. Ce même Macron qui soutient le maréchal Haftar, qui tente de renverser le gouvernement officiel soutenu par l'ONU. Mais, ce qui le gêne vraiment, c'est que, dans la guerre civile qui ravage le pays, Erdogan livre des armes au camp opposé au sien. En 2019, des missiles antichars appartenant à l'armée française avaient été trouvés dans une base abandonnée par les troupes du maréchal soutenu par Macron.

Macron et Erdogan n'ont que faire de la paix et de la sécurité de la Libye. Ce qui les intéresse, c'est de soutenir le camp qui convient le mieux à leurs intérêts dans la région et surtout leur accorde la meilleure place dans l'exploitation des hydrocarbures dont le pays regorge ; quitte à maintenir la Libye et sa population dans le chaos.



**La page Facebook du bulletin :
NPA L'Étincelle - SNCF Lille**

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants ou en nous adressant un e-mail à cr@convergencesrevolutionnaires.org